

# ÉLECTION 2025 :

## LE CANADA DOIT PRÉSENTER UN PLAN DE LOGEMENT.



Après des décennies d'échec en matière de planification de logement sous les gouvernements libéraux et conservateurs, les travailleuses et travailleurs font face à une crise du logement. Les communautés sont à court de logements abordables pour leurs travailleuses et travailleurs.

Dans le contexte de l'actuelle guerre tarifaire avec les États-Unis, nous avons besoin d'un plan de logement pour les travailleuses et travailleurs pour freiner la course aux profits dans le secteur locatif, construire rapidement des logements sociaux et protéger les droits des locataires.

### Pourquoi est-ce important?

En 1980, le coût moyen d'une maison équivalait à environ 2,5 fois le revenu du ménage. Aujourd'hui, ce ratio s'élève à 8,8<sup>i</sup>. Parmi les locataires, un ménage sur cinq n'a pas accès à un logement abordable, convenable et adéquat<sup>ii</sup>, et pour plus d'un ménage sur cinq, les coûts de logement dépassent 30 % du revenu<sup>iii</sup>.

L'insécurité en matière de logement touche davantage les membres des groupes d'équité, y compris les travailleuses et travailleurs autochtones, noirs, immigrants ou en situation de handicap.

L'accès au logement est un droit fondamental qui n'est pas respecté au Canada.

### Pourquoi en sommes-nous là?

Des sociétés ont fait l'acquisition de logements locatifs partout au pays. Ces fiducies de placement immobilier, fonds de retraite et autres sociétés ont augmenté les loyers de façon systématique et mis en péril le droit au logement des locataires. Ces grandes sociétés représentent neuf des dix plus grands propriétaires d'immeubles locatifs au Canada<sup>iv</sup>.

Au même moment, nous perdons plus de logements abordables que nous n'en bâtissons. En 1994, le logement social représentait 6 % du parc résidentiel au Canada<sup>v</sup>. Aujourd'hui, le logement social, sans but lucratif et coopératif équivaut à seulement 4 % du parc résidentiel<sup>vi</sup>. Ce pourcentage est nettement plus bas que la moyenne de 7 % dans les pays membres de l'OCDE, et que le pourcentage de logement social au Royaume-Uni et en France, respectivement de 16 % et de 14 %<sup>vii</sup>.

**Nous pouvons changer les choses.**

- i Flynn and Whitzman, "Housing Is a Direct Federal Responsibility, Contrary to What Trudeau Said. Here's How His Government Can Do Better."
- ii Gouvernement du Canada, « Besoins impérieux en matière de logement au Canada ».
- iii Gouvernement du Canada, « Le Quotidien – L'abordabilité du logement au Canada, 2022 ».
- iv August, « La financiarisation du logement locatif multifamilial au Canada : un rapport pour le Bureau du défenseur fédéral du logement ».
- v Pomeroy and Falvo, "Housing Policy in Canada under the Harper Regime."
- vi OCDE, « Affordable Housing Database ».
- vii OCDE, « Affordable Housing Database ».



**SCFP**

## Les lacunes des politiques actuelles

La Stratégie nationale sur le logement mise en place par le gouvernement libéral a investi des fonds publics dans des projets de développement résidentiel à but lucratif. Ces investissements n'ont pas donné de logement aux personnes qui en avaient le plus besoin.

Les gouvernements conservateurs et libéraux ont laissé la crise du logement prendre de l'ampleur pendant plus d'une trentaine d'années en gelant les investissements fédéraux en logement ainsi qu'en laissant les investisseurs expulser les locataires, augmenter les loyers et, conséquemment, détruire des logements abordables.

Leurs plateformes électorales continuent dans la même direction. Aucun des deux partis n'a promis de construire des logements publics, sans but lucratif ou coopératifs qui resteront abordables à long terme, ni présenté un plan pour combattre les sociétés propriétaires de logements locatifs. De tels engagements sont nécessaires pour protéger les locataires des rénovictions et de la montée en flèche du coût des loyers.

Depuis plus de 20 ans, le NPD défend les intérêts des travailleuses et des travailleurs et se bat pour faire du logement abordable une priorité fédérale. Seul le NPD a présenté des mesures concrètes pour rendre le logement abordable accessible à toutes et à tous.

## Un plan de logement pour les travailleuses et travailleurs

Les groupes de défense du droit au logement et le SCFP réclament :

- Une utilisation des terres et des fonds publics dans l'intérêt de la population, pas dans celui du secteur privé avide de profits.
- Une hausse considérable du logement social, et des loyers établis en fonction du revenu des locataires.
- Une réglementation et des restrictions pour les grands investisseurs dans le secteur immobilier résidentiel, y compris les fonds de retraite et les fiducies de placement immobilier.
- Un financement conditionnel au respect de normes minimales exécutoires pour les propriétaires, notamment en matière de hausse des loyers occupés et inoccupés et de protection contre les expulsions injustifiées.
- La participation des peuples autochtones à l'élaboration, l'adoption et la gestion de programmes de logement qui les concernent, et un financement adéquat de la part du fédéral.



**SCFP**